

PROCHE-ORIENT :

PREMIER BILAN D'UNE GUERRE.

Le 6 octobre éclatait la 4^{ème} guerre israélo-arabe. La résolution 338 de l'ONU fixe un cessez-le-feu le 22, le 26 il est vraiment appliqué. Aujourd'hui, où en sommes-nous ?

Les grandes manoeuvres diplomatiques ont commencé, Kissinger voyage dans tous les coins du monde, on s'agite beaucoup partout. Il est de plus en plus question d'un plan de paix Russo-Américain qui prévoierait :

- l'application de la résolution 242 de l'ONU, c'est-à-dire le retour d'Israël à des frontières proches de celles d'avant 1967, en échange de la reconnaissance de l'Etat sioniste par les pays Arabes.
- une "juste" solution du problème palestinien, par la création d'un Etat dont les frontières restent à définir.

Une telle solution, pour l'instant rejetée par les Israéliens, correspond dans ses grandes lignes, aux objectifs des régimes Arabes au début de cette guerre. En effet, depuis la guerre des 6 Jours, ils cherchaient un compromis honorable avec Israël. Ils se sont heurtés à l'intransigence systématique du gouvernement sioniste. Dès lors, une nouvelle guerre devenait la seule issue.

Un statu quo insupportable.

Le régime Egyptien en particulier ne pouvait tolérer longtemps le maintien du statu quo. La fermeture du canal de Suez, depuis 1967, met l'économie Egyptienne dans une situation très difficile. Le prestige croissant des combattants palestiniens, dans une période où le régime ne peut céder aux revendications les plus immédiates des travailleurs, pourrait entraîner une crise remettant en cause le pouvoir de la bourgeoisie Egyptienne.

Sadate devait donc prendre l'initiative dans la lutte contre Israël. Le renforcement de l'armée égyptienne depuis 1967 lui permettait d'espérer marquer des points sur le plan militaire, mais il restait insuffisant pour rendre possible la récupération par la force des territoires occupés.

Les régimes Arabes ne comptaient donc pas remporter une nette victoire militaire, mais voulaient modifier l'équilibre des forces en leur faveur,

et ainsi, acculer Israël à négocier. En fait, seul l'Etat sioniste voulait à tout prix le maintien du statu quo.

Pour l'impérialisme américain, la politique dure de son allié israélien devenait gênante. Elle empêchait les USA d'avoir de meilleures relations avec les régimes Arabes. Elle bloquait les possibilités d'investir sans risque, en Egypte en particulier, pour un développement économique.

L'aide politique et militaire de l'URSS devait permettre aux régimes Arabes de débloquer la situation de "ni guerre ni paix", sans quoi, elle courrait le risque de perdre toute influence dans la région.

Russes et Américains ont donc en commun intérêt à ce que la situation du Proche Orient se stabilise, mais ils demeurent rivaux. Celui des deux qui obtiendra dans cette région une influence dominante contrôlera entre autre une partie importante des réserves mondiales de pétrole.

C'est de la jonction entre ses objectifs et les intérêts des super Grands que Sadate tire sa force politique dans les négociations.

La guerre technologique déclenchée par les régimes Arabes a mis les pays du champ de bataille sous l'influence croissante des deux Superpuissances. En effet, au bout de quelques jours, la poursuite de la guerre était dépendante des fournitures d'armées quotidiennes par Russes et Américains.

L'arme du pétrole est un moyen de pression que les régimes Arabes utilisent pour faire contrepoids à l'influence des milieux sionistes, partisans du soutien total à Israël, sur les gouvernements occidentaux et surtout Américain.

La percée israélienne de dernière heure.

Les 24, 25 et 26 octobre, utilisant les armements ultra-modernes fournis par les Américains, profitant de leur passivité, les Israéliens violent de façon spectaculaire le cessez-le-feu, occupent des territoires importants sur la rive africaine du canal de Suez, et surtout, coupent les arrières de la 3^{ème} armée Egyptienne, qui dès lors se trouve confrontée à d'énormes problèmes de ravitaillement.

Cette percée va rendre plus difficile une solution négociée. En effet, elle renforce, en Israël, la position des "durs", de ceux qui ne veulent rien céder des territoires conquis. De plus, la nouvelle situation ainsi créée met entre les mains de Nixon une décision qui aurait dû venir des deux Superpuissances. En effet, maintenant, seuls les Américains peuvent imposer un recul à Israël, ce qui peut entraîner un durcissement de la position Russe.

Le plan initial des régimes prévoyait l'ouverture rapide des négociations, un règlement "à chaud" du problème du Proche Orient, à partir d'une ligne de cessez-le-feu favorable aux Egyptiens, c'est-à-dire dans Le Sinaï.

L'ultime percée de l'armée Israélienne change considérablement les données du problème : le cessez-le-feu n'est pas tenable dans les conditions actuelles. Il est vital pour Sadate que la situation ne paraisse pas moins favorable qu'avant la guerre.



Après les bombardements sionistes à Damas, une détermination inébranlable chez la population

Sadate et les russes invitent les palestiniens à participer aux négociations

Mercredi 31 octobre, Sadate déclare : "Il est indispensable que le peuple Palestinien soit représenté à la conférence de la paix, seuls les Palestiniens ont le droit de parler au nom de la Palestine. Il n'est pas de mon ressort, ni de celui d'aucun leader Arabe de s'exprimer en leur nom."

Dans une note adressée la semaine dernière aux dirigeants Palestiniens, le gouvernement Soviétique reconnaît officiellement la Résistance Palestinienne comme seule autorité légitime représentant le peuple Palestinien.

Si la reconnaissance de la Résistance Palestinienne comme représentative du peuple Palestinien

est positive, il faut voir les raisons qui y conduisent: Sadate et les Russes, alors que la plupart des régimes Arabes, ont, ces dernières années, tenté de la liquider ou, au moins, de limiter strictement ses activités.

Avant une négociation, qui reviendra, dès le départ, à une reconnaissance de fait d'Israël, Sadate veut se garantir de toute opposition radicale à sa politique de compromis, et pour cela, invite la Résistance Palestinienne à participer à une conférence de la paix, afin de pouvoir s'en servir comme bouclier. Quant aux Russes, ils peuvent, en soutenant en apparence la Résistance, se démarquer des Américains faire semblant de soutenir les peuples Arabes.

En foncé les territoires occupés par Israël lors de la guerre de six jours.



La résistance palestinienne et la paix

Dans une guerre qui n'était, ni dans ses buts, ni dans les moyens utilisés, une guerre populaire de libération, la Résistance Palestinienne ne pouvait avoir l'initiative. Elle n'avait pourtant d'autre choix que de participer aux combats, afin de les mener au-delà des objectifs fixés par les régimes Arabes. Elle a pu en profiter pour renforcer ses positions, en particulier en réactivant ses réseaux à l'intérieur des territoires occupés. Cependant, elle n'a pas pu, en si peu de temps, renverser le rapport de force, au point de pouvoir imposer une solution globale conforme aux intérêts du peuple Palestinien.

L'URSS et les régimes Arabes proposent la création d'un Etat palestinien, couvrant en gros Gaza, la Cisjordanie, voire la Jordanie. La question immédiate n'est pas tant la nature que pourrait avoir un tel Etat, mais bien le problème posé par l'

ouverture d'une négociation avec Israël.

Face aux aspirations légitimes :

- des habitants des camps de réfugiés qui supportent toujours plus difficilement leur situation précaire
- des Palestiniens de Cisjordanie qui veulent se libérer de la colonisation sioniste
- du peuple de Jordanie qui veut se débarrasser de Hussein

La Résistance Palestinienne ne peut adopter une attitude intransigeante, elle ne peut laisser se dérouler une négociation dont elle serait exclue, car elle courrait le risque de se voir isolée des masses palestiniennes. Il est donc probable qu'une partie importante de la Résistance Palestinienne accepte d'entrer en matière dans une discussion.

La Résistance Palestinienne risque d'être acculée à un compromis : négocier avec Israël. Il ne s'a-

git pas de rejeter à priori tout compromis, mais bien de refuser une négociation sans principes.

Aujourd'hui, l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) n'est pas en position de force, mais elle ne peut rejeter la libération d'une partie de la terre palestinienne. L'important est d'éviter le triomphalisme, la Palestine ne sera pas libre, même en partie, tant que subsistera l'Israël d'aujourd'hui.

Il ne faut surtout pas tromper les masses arabes sur la véritable nature de l'Etat sioniste en présentant la négociation comme une grande victoire.

La véritable nature de l'état sioniste.

La tendance à l'expansion, à la conquête de nouveaux territoires, de nouveaux marchés, est la raison d'être d'Israël, comme tous les autres impérialistes. Aujourd'hui, comme hier, cette tendance se traduit par la conquête des terres Arabes. Demain, une paix acceptable pour les sionistes signifiera l'ouverture des marchés arabes à leurs marchandises et leurs capitaux. L'abandon de l'expansionisme entraînerait une grande crise intérieure en Israël et la destruction du projet sioniste.

Tant que subsistera l'Etat impérialiste, théocratique et raciste qu'est Israël, il ne sera

pas possible d'établir à ses frontières un régime populaire, démocratique et anti-impérialiste, car la bourgeoisie israélienne ne lui laisserait que le choix entre l'invasion des capitaux ou des corps expéditionnaires de l'Etat sioniste.

La Résistance palestinienne est aujourd'hui devant des choix difficiles. Elle devra faire rapidement de grands pas en avant, afin de maîtriser les contradictions auxquelles elle est confrontée, et rester ainsi à l'avant-garde de la Révolution Arabe.



Drapeau égyptien sur la ligne Bar Lev. Sur la rive est du Canal de Suez

DEFENDONS PARTOUT LA LUTTE

DU PEUPLE PALESTINIEN